



PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

Direction Départementale de
la Cohésion Sociale et de la
Protection des Populations

**Subdélégation de signature au sein de la
Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
d'Eure-et-Loir**

**n° DDCSPP-SAG-2019/07
du 27 août 2019**

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS D'EURE-ET-LOIR

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de Mme Sophie BROCAS en qualité de Préfète d'Eure-et-Loir,

VU l'arrêté préfectoral n°2010-00106 du 4 janvier 2010 portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, et la note de service DDCSPP 2019-01 du 25 février 2019 portant réorganisation du service Inclusion sociale,

VU l'arrêté ministériel du 30 juillet 2018, nommant M. Thierry PLACE, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations à compter du 20 août 2018,

VU l'arrêté ministériel du 24 juillet 2019, affectant M. Michel Eric VEGAS DANGLA, à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations à compter du 15 juillet 2019,

VU l'arrêté ministériel du 1er juillet 2013 modifiant l'arrêté ministériel du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles,

VU l'arrêté préfectoral n°25/2019 du 26 août 2019 portant délégation de signature au profit de M. Thierry PLACE, Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral n°26/2019 du 26 août 2019 portant délégation de signature en matière financière au profit de M. Thierry PLACE, Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

DECIDE :

de subdéléguer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, sa signature aux personnes suivantes :

Article 1 : Subdélégation générale

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry PLACE, **M. Michel Eric VEGAS DANGLA**, occupant la fonction de directeur départemental adjoint de la cohésion sociale et de la protection des populations, et **M. Nicolas POETTE**, sous-directeur de la cohésion sociale, sont habilités à signer les pièces relatives à l'ensemble des domaines définis dans l'arrêté préfectoral n°25/2019 du 26 août 2019 ainsi que l'ensemble des ordonnancements définis dans l'arrêté préfectoral n°26/2019 du 26 août 2019.

Article 2 : Administration générale

Dans le cadre des attributions du service, **Mme Elodie DESWARTE**, cheffe du service Affaires générales, est habilitée à signer les actes et pièces suivants :

- ordres de service relatifs aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens immobiliers,
- décisions en matière de recours gracieux,
- bons de commande d'un montant limite de 400 € et visas de facture,
- correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €,
- actes et pièces en matière de :
 - Gestion de proximité des fonctionnaires et agents de l'Etat exerçant leurs fonctions au sein de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
 - Commissionnement des agents des services vétérinaires,
 - Validation des congés annuels, des jours de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail, des congés de maternité, de paternité, d'adoption et du congé bonifié,
 - Validation et renouvellement des congés de maladie, des congés pour accident du travail ou maladie professionnelle, des congés de longue maladie, des congés de grave maladie et des congés de longue durée, Retour dans l'exercice des fonctions à temps complet,
 - Utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps,
 - Validation des autorisations d'absence,
 - Etablissement et signature des cartes d'identité de fonctionnaires et des cartes professionnelles, à l'exclusion de celles qui permettent d'exercer des contrôles à l'extérieur du département, et de celles concernant les emplois régis par l'article 1^{er} du décret N° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat,
 - Congés prévus par le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics.

Article 3 : Service Prévention-insertion-protection des populations vulnérables

1. Dans le cadre des attributions du service, **M. Serge WEILAND**, chef du service Prévention-insertion-protection des populations vulnérables, est habilité à signer les pièces suivantes :

- les procès verbaux et comptes rendus de réunions auxquels il participe,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €,
- les actes relatifs aux conseils de famille,
- les actes relatifs aux pupilles de l'Etat,
- les actes relatifs aux tutelles et curatelles aux incapables majeurs, à l'exception de la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales,
- les actes relatifs à l'aide médicale de l'Etat et à l'aide sociale de l'Etat,
- les décisions concernant les demandes d'attribution du droit à stationner sur les emplacements réservés aux personnes handicapées,
- les actes concernant les recours devant la commission départementale et centrale d'aide sociale et la saisine des juridictions judiciaires,
- les actes concernant les aides accordées aux rapatriés (à l'exclusion des aides au logement et des aides de formation).

M. Serge WEILAND est par ailleurs habilité à assurer la présidence de la commission de réforme des fonctionnaires de l'Etat et de la commission compétente pour les agents de la fonction publique hospitalière (hors praticiens hospitaliers).

2. En cas d'absence ou d'empêchement de M Serge WEILAND, dans le cadre de ses attributions, **Mme Brigitte LATOUR** est habilitée à signer les pièces suivantes:

- les procès verbaux et comptes rendus de réunions auxquels elle participe,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €.

En cas d'absence ou d'empêchement de M Serge WEILAND, Mme Brigitte LATOUR est habilitée à assurer la présidence de la commission de réforme des fonctionnaires de l'Etat et de la commission compétence pour les agents de la fonction publique hospitalière (hors praticiens hospitaliers).

Article 4 : Service Hébergement - Logement

1. Dans le cadre des attributions du service, **Mme Lucie LE DIDU**, cheffe du service Hébergement - Logement, est habilitée à signer les pièces suivantes :

- les procès verbaux et comptes rendus de réunions auxquels elle participe,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €,
- les actes relatifs à la gestion du contingent préfectoral et du DALO.

Mme Lucie LE DIDU est par ailleurs habilitée à :

- assurer la présidence de la commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX),
- assurer la représentation du préfet aux commissions d'attribution des logements des bailleurs sociaux.

2. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Lucie LE DIDU, dans le cadre de ses attributions, **Mme Catherine DELOGE** est habilitée à signer les pièces suivantes :

- procès verbaux et comptes rendus de réunions auxquels elle participe,
- correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Lucie LE DIDU, Mme Catherine DELOGE est habilitée à :

- assurer la présidence de la commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX),
- assurer la représentation du Préfet aux commissions d'attribution des logements des bailleurs sociaux.

3. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Lucie LE DIDU et Mme Catherine DELOGE, **Mme Blaindine MORCET-LAMARCHE** et **M. Patrice BRISSAT** sont habilités à assurer la représentation du Préfet aux commissions d'attribution des logements des bailleurs sociaux.

Article 5 : Service Jeunesse, Sports, Vie Associative et Solidarités

Dans le cadre des attributions du service, **M. William FIADJOE**, chef du service jeunesse, sports, vie associative et solidarités est habilité à signer les pièces suivantes :

- les procès verbaux et comptes rendus de réunions auxquels il participe,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €.

1) Concernant la politique de la Ville :

- Actes relatifs à la politique de la ville, à l'exclusion des décisions attributives de subventions,
- Actes relatifs au contrôle externe d'actions financées au titre du BOP 147,
- Actes relatifs à la gestion des postes adultes relais, à l'exclusion des décisions attributives d'attributions, de dérogations et des conventions relatives aux adultes relais,
- Actes relatifs au contrôle de poste d'adulte-relais,
- Actes relatifs à la gestion de la dotation politique de la ville (DPV), à l'exclusion des décisions attributives de subventions.

2) Concernant les politiques de jeunesse, sports et de vie associative :

- Au titre des politiques de jeunesse et du code de l'action sociale et des familles

- Agréments et avenants aux agréments des structures accueillant des volontaires en Service Civique,
- Approbation des projets éducatifs territoriaux (PEDT),
- Délivrance de récépissé de déclaration d'un accueil collectif de mineurs mentionné à l'article L227-4 du code de l'action sociale et des familles,
- Délivrance de récépissé de déclaration des locaux permettant l'organisation d'un accueil collectif de mineurs mentionné à l'article L227-4 du code de l'action sociale et des familles,
- Injonction, mentionnée à l'article L227-11 du code de l'action sociale et des familles, préalable à la mise en œuvre d'une mesure de police administrative en accueils collectifs de mineurs,
- Opposition, mentionnée à l'article L227-5 du code de l'action sociale et des familles, à l'organisation d'un accueil collectif de mineurs mentionné à l'article L227-4 du code de l'action sociale et des familles en cas de risques pour la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs,
- Interdiction ou interruption, mentionnée à l'article L227-11 du code de l'action sociale et des familles, d'un accueil collectif de mineurs ou fermeture des locaux dans lesquels il se déroule lorsque la ou les personnes qui organisent l'accueil refusent de se soumettre à la visite prévue à l'article L227-9 du code de l'action sociale et des familles,
- Interdiction ou interruption, mentionnée à l'article L227-11 du code de l'action sociale et des familles, d'un accueil collectif de mineurs, ou fermeture des locaux dans lesquels il se déroule, faisant suite à une injonction ou prise au titre de l'urgence,

- Mesure de suspension, mentionnée à l'article L227-10 du code l'action sociale et des familles, à l'encontre des personnes dont la participation à un accueil collectif de mineurs mentionné à l'article L227-4 du code de l'action sociale et des familles, ou l'organisation d'un tel accueil, présenterait des risques pour la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs ou prise au titre de l'urgence,

- Mesure de suspension, mentionnée à l'article L227-10 du code l'action sociale et des familles, visant la participation à un accueil collectif de mineur ou l'exploitation de ses locaux à l'encontre de toute personne qui est sous le coup d'une mesure de suspension ou d'interdiction d'exercer prise en application de l'article L. 212-13 du code du sport,

- Aménagements, mentionnés à l'article R227-14 du code de l'action sociale et des familles, visant à aménager les conditions d'exercice des fonctions de direction des séjours de vacances et des accueils de loisirs,

- Notifications des incapacités prévues à l'article L133-6 du code de l'action sociale et des familles

- Au titre des politiques de développement de la pratique sportive et du code du sport

- Accusé de réception de la déclaration d'une personne exerçant contre rémunération l'enseignement, l'animation ou l'encadrement d'une activité physique ou sportive ou l'entraînement de ses pratiquants et délivrance de la carte professionnelle ou de l'attestation de déclaration,

- Attestation de la déclaration de surveillance d'un établissement de baignade d'accès payant, mentionnée à l'article D322-13 du code du sport,

- Autorisation d'exercice, mentionnée à l'article D322-14 du code du sport, d'une baignade d'accès payant par un titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique,

- Retrait temporaire ou permanent de la carte professionnelle pour toute personne ayant fait l'objet d'une mesure mentionnée à l'article L. 212-13 du code du sport ou d'une condamnation mentionnée à l'article L. 212-9 du même code,

- Mises en demeures, mentionnées à l'article R322-9 du code du sport, préalable à la mise en œuvre d'une mesure de police administrative en établissement d'activité physique et sportives,

- Opposition à ouverture et fermeture, mentionnées aux articles L322-5 et R322-9 du code du sport, temporaire ou définitive, d'un établissement d'activité physique et sportives,

- Fermeture, mentionnée à l'article R322-10 du code du sport, d'un établissement d'activités physiques et sportives dont l'exploitant s'est opposé ou a tenté de s'opposer au contrôle par l'autorité administrative,

- Interdiction temporaire ou définitive d'exercice, mentionnée à l'article L212-13 du code du sport, à l'encontre de toute personne dont le maintien en activité constituerait un danger pour la santé et la sécurité des pratiquants,

- Injonction de cesser d'exercer, mentionnée à l'article L212-13 du code du sport, à l'encontre de toute personne exerçant en méconnaissance des dispositions du I de l'article L. 212-1 et de l'article L. 212-2 du code du sport,

- Notifications des incapacités prévues à l'article L212-9 du code du sport,

- Au titre de la vie associative

- Délivrance ou retrait d'agrément d'un groupement sportif ou d'une association de jeunesse et d'éducation populaire,

- Récépissés des déclarations d'associations (loi 1901),
- Décisions relatives aux dons et legs, aux fondations et aux associations reconnues d'utilité publique,
 - Au titre de l'emploi et de la formation dans les champs de la jeunesse, du sport et de l'animation
- Diplôme du Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur,
- Actes relatifs au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur,
- Actes relatifs aux médailles de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif,
- Conventions et actes relatifs au dispositif SESAME
- Conventions et actes relatifs au dispositif FONJEP relevant de la compétence départementale (jeunesse, éducation populaire et sport).

Article 6 : Délégation Départementale aux Droits des Femmes

Dans le cadre de ses attributions, **Mme Caroline BRAY**, Déléguée départementale aux droits des femmes, est habilitée à signer les pièces suivantes :

- les procès verbaux et comptes rendus de réunions auxquels elle participe,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €.

Article 7 : Service Santé et Protection Animales, Environnement et Nature

1. Dans le cadre des attributions du service, **Mme Françoise PICHARD**, cheffe du service santé et protection animales, environnement et nature, est habilitée à signer les pièces suivantes :

- les procès verbaux et comptes rendus de réunions auxquels elle participe,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €,
- les actes concernant l'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants, à l'exception des décisions de fermeture des établissements éventuellement concernés,
- les actes concernant les conditions d'hygiène applicables aux animaux (notamment les actes d'enregistrement, d'autorisation, de dérogation ; articles R 231-1 à R 231-50, articles R233-4 et R233-5 du code rural et de la pêche maritime, et textes pris pour leur application),

- les actes concernant le contrôle des échanges intracommunautaires et avec les pays tiers des animaux, l'agrément des opérateurs et de leurs installations (articles L 236-1, L 236-2, L 236-4, L 236-5, L 236-6, L 236-8 et L 236-10 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes relatifs à la prévention, la surveillance ou la lutte relatives aux dangers sanitaires de première et deuxième catégorie (articles L 201-4, D201-4, R201-5, L 201-5, L 201-9, L201-13, L223-6 à L 223-8 et R 223-3 à R224-20 du code rural et de la pêche maritime), à la délégation de tâches particulières de contrôle (articles R201-40, R 201-43 du code rural et de la pêche maritime), et à l'exécution d'opérations de prophylaxie par des fonctionnaires ou agents qualifiés (article L241-16 du code rural et de la pêche maritime)
- les actes concernant la qualification de vétérinaire sanitaire habilité ou mandaté (articles L 203-8, L 231-3, R 203-4, R 203-5, D 203-6, R 203-7, R 203-15, D 203-17 à D 203-20 du code rural et de la pêche maritime) et le contrôle de cette activité,
- les actes fixant la rémunération des vétérinaires sanitaires (article R 203-14 du code rural et de la pêche maritime),
- les mises en demeure, retrait de certificat de capacité et retrait d'agrément visés à l'article L 206-2 du code rural et de la pêche maritime ; les mesures administratives mentionnées à l'article R 205-6 du code rural et de la pêche maritime,
- les actes liés à la protection des animaux et à leur saisie ou retrait administratifs (L214-23 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes liés à la garde et à la circulation des animaux et produits animaux dont ceux relatifs à la mise en fourrière, au placement et à l'euthanasie des animaux errants ou dangereux (articles L 211-1 à L 211-32 et R 211-1 à R 211-24 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes liés à la détention de chiens au mordant mentionnés à l'article R 211-19 du code rural et de la pêche maritime,
- les autorisations liées à l'organisation de ventes d'animaux (L214-7, L214-8 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes liés aux lieux de vente, d'hébergement et de stationnement d'animaux (L214-14 à L 214-18 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes concernant l'exercice de la médecine vétérinaire, la fabrication, la distribution et l'utilisation du médicament vétérinaire (articles L5141-1 à L 5146-5 et R 5146-1 à R 5146-4 du code de la santé publique, articles D 234-6 à R 234-14 et R 242-43 à R 242-46 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes concernant la livraison à l'état cru, pour la nourriture des animaux, de certaines viandes saisies dans les abattoirs,
- les actes relatifs aux mesures applicables aux maladies animales (en application des articles L221-1, L221-2, L221-4, L221-8, L223-4, L 224-1, L225-1 du code rural et de la pêche maritime) et plus particulièrement vis-à-vis de la rage (articles L223-9 à L223-17 du code rural et de la pêche maritime),
- les agréments des négociants et centres de rassemblement (articles L 233-2 et L 233-3 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes concernant le contrôle sanitaire des reproducteurs, des centres d'insémination artificielle ou de transplantation embryonnaire et de la monte publique (notamment articles R 222-1 à R 222-10 du code rural et de la pêche maritime) et l'agrément des établissements procédant à des échanges d'animaux vivants, de semences, ovules et embryons (articles D 236-10 à D 236-14 V),

- les actes relatifs à la traçabilité des animaux et des produits animaux, notamment :
 - l'obligation de registre d'élevage (articles L234-1, L234-3 du code rural et de la pêche maritime)
 - l'identification des chiens, des chats et autres carnivores domestiques (articles L 212-10, D212-63 à D212-71 du code rural et de la pêche maritime)
 - l'identification du cheptel bovin, ovin, caprin, porcin, équin (articles L 212-8, L 221-4, D 212-19, D 212-28, D 212-36, D 212-57 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes concernant le bien-être et la protection des animaux :
 - relatifs à l'élevage, le parage, le transit ou la garde des animaux
 - relatifs aux transports et à l'abattage d'animaux
 - relatifs à l'utilisation d'animaux vivants à des fins scientifiques
 - l'exécution des mesures d'urgence pour abrégier la souffrance d'animaux (réquisition de service)
 par application des articles L214-1 à L214-23 et, R 214-17 à R 214-126 du code rural et de la pêche maritime.
- les actes liés à l'administration de substances interdites ou réglementées (articles L 234-3 et L 234-4 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes concernant la protection de la faune sauvage captive (articles L 413-2 à L413-8 du code de l'environnement et article L 223-6-2, du code rural et de la pêche maritime) et la présidence de la formation « faune sauvage captive » de la Commission de la Nature, des Sites et des Paysages,
- les actes concernant les conditions sanitaires d'élimination des cadavres d'animaux, des sous-produits animaux et des déchets d'origine animale (articles L226-2, L226-3, L226-8, L 226-9, L 269-1 et R 226-1 à R 226-15 du code rural et de la pêche maritime) ainsi que les autorisations et retraits d'autorisations de détention de matériels à risques spécifiés,
- les actes relatifs à l'alimentation animale (articles L 232-1, L235-2, R 235-1 à R 235-3 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes ordonnant la mise en conformité des établissements produisant de l'alimentation animale ou géant des sous-produits animaux (articles L 233-1 et L 235-2 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes ordonnant
 - la mise en quarantaine des animaux, la consigne des produits, la destruction ou la réexpédition des animaux ou de leurs produits,
 - la consigne, la saisie et la destruction des denrées "alimentaires, des sous-produits animaux ou des produits dérivés de ces derniers ou aliments pour animaux, leur transformation" ou leur utilisation à d'autres fins, y compris leur réexpédition
 tels que définis à l'article L 236-9 du code rural et de la pêche maritime
- les actes concernant les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :
 - les décisions concernant la recevabilité, l'instruction, l'inspection des ICPE relevant du domaine agricole ou agro alimentaire. (L 511-1 à L 517-2 et R 511-9 à R 517-8 du code de l'environnement)
 - les mesures et sanctions administratives à l'encontre des entreprises ICPE relevant des domaines agricoles et agro-alimentaires (articles L 171-6 à L 171-12 du code de l'environnement)

2. Dans le cadre de ses attributions, Mme Emilie PRINTZ, inspectrice mutualisée, est habilitée à signer les pièces suivantes :

- les procès verbaux et comptes rendus de réunions auxquels elle participe,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des

lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise PICHARD, Mme Emilie PRINTZ, inspectrice mutualisée, est habilitée à signer l'ensemble des pièces énumérées au présent article.

3. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise PICHARD et de Mme Emilie PRINTZ, **Mme Julie VALLÉ**, cheffe du service qualité et sécurité des aliments, et **Mme Marta LÉCHENAULT**, son adjointe, sont habilitées à signer l'ensemble des pièces énumérées au présent article.

Article 8 : Service Qualité et Sécurité des Aliments

1. Dans le cadre des attributions du service, **Mme Julie VALLÉ**, cheffe du service qualité et sécurité des aliments, est habilitée à signer les pièces suivantes :

- les procès verbaux et comptes rendus de réunions auxquels elle participe,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €,
- les actes concernant l'hygiène et la sécurité sanitaire des aliments, l'inspection sanitaire et qualitative des denrées animales ou d'origine animale, à l'exception des décisions de fermeture des établissements éventuellement concernés,
- les actes concernant les conditions d'hygiène applicables aux denrées d'origine animales destinées à la consommation humaine ou animale (notamment les actes d'enregistrement, d'autorisation, de dérogation ; articles R 231-1 à R 231-50, articles R233-4 et R233-5 du code rural et de la pêche maritime, et textes pris pour leur application),
- les actes concernant le contrôle des échanges intracommunautaires et avec les pays tiers des aliments, l'agrément des opérateurs et de leurs installations (articles L 236-1, L 236-2, L 236-4, L 236-5, L 236-6, L 236-8 et L 236-10 du code rural et de la pêche maritime),
- les actes, décisions et documents, notamment pris en matière de police administrative à l'exception des décisions de fermeture des établissements, concernant :

les conditions d'abattage et de mise à mort des animaux dans les établissements d'abattage (articles R 214-67 à R 214-72), dont les certificats de compétence « protection des animaux dans le cadre de leur mise à mort », dans le cadre de l'autorisation des établissements à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux (article R 217-70 du code rural et de la pêche maritime),

les mesures de destruction, retrait, consignation ou rappel des lots de denrées alimentaires (article L 232-1 du code rural et de la pêche maritime et articles L 521-5, 7, 10, 12, 13, 14 et 16 du code de la consommation et textes pris pour leur application),

l'agrément sanitaire des établissements traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L 233-2 du code rural et de la pêche maritime et textes pris pour son application).

- les actes administratifs et décisions dans les domaines de :
 - la protection économique du consommateur relevant des dispositions du code de la consommation
 - la loyauté des transactions et de la conformité des produits alimentaires mis sur le marché relevant des dispositions du code de la consommation.

2. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Julie VALLÉ, **Mme Marta LÉCHENAULT**, son adjointe, est habilitée à signer l'ensemble des pièces énumérées au présent article.

3. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Julie VALLÉ et de Mme Marta LÉCHENAULT, **Mme Françoise PICHARD**, cheffe du service santé et protection animales, environnement et nature, est habilitée à signer l'ensemble des pièces énumérées au présent article.

Article 9 : Service Sécurité des Produits Industriels et Protection des Consommateurs

1. Dans le cadre des attributions du service, **M. Stéphane FEVRIER**, chef du service sécurité des produits industriels et protection des consommateurs est habilité à signer les pièces suivantes :

- les procès verbaux et comptes rendus de réunions auxquels il participe,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les professionnels, les administrations centrales et régionales, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, conseillers régionaux et généraux, ainsi que celles emportant des effets pécuniaires supérieurs à 400 €,
- les actes administratifs dans les domaines de :
 - la protection économique du consommateur relevant des dispositions du code de la consommation
 - la loyauté des transactions et de la conformité des produits et services mis sur le marché relevant des dispositions du code de la consommation.
- tous actes, décisions, arrêtés, documents pris en matière de police administrative visant à obtenir la mise en conformité par :
 - la rectification d'un contrat non-conforme,
 - la cessation de pratiques illicites (élaboration d'assignation),

2. En cas d'absence de M. Stéphane FEVRIER, la subdélégation est accordée à **M. Philippe GALBRUN**.

Article 10 : Contentieux

M. Sofiane BENHAMMOUD, en sa qualité de responsable du contentieux civil, pénal et administratif, est habilité à signer toutes les pièces relevant de ce contentieux.

Les notes de présentation et réponses aux demandes du Parquet seront préalablement visées par le chef de service concerné.

Article 11 : Astreintes

Dans le cadre de la gestion des situations de crise, une astreinte est mise en œuvre au sein de la direction départementale.

L'agent en charge de l'astreinte est, pendant cette période, habilité à signer les pièces relatives à l'ensemble des domaines définis dans l'arrêté préfectoral du 26 août 2019, sous réserve d'avoir au préalable recueilli la validation du directeur ou du directeur-adjoint ou du sous-directeur à la cohésion sociale.

Article 12 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 7 février 2019.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir et entrera en vigueur à compter du 28 août 2019.

**Le Directeur Départemental
de la Cohésion Sociale et
de la Protection des Populations**



Thierry PLACE

Délais et voies de recours :

"Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :

*M. le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations
15 place de la République, CS 70527 - 28019 CHARTRES Cedex ;*

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s).

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.